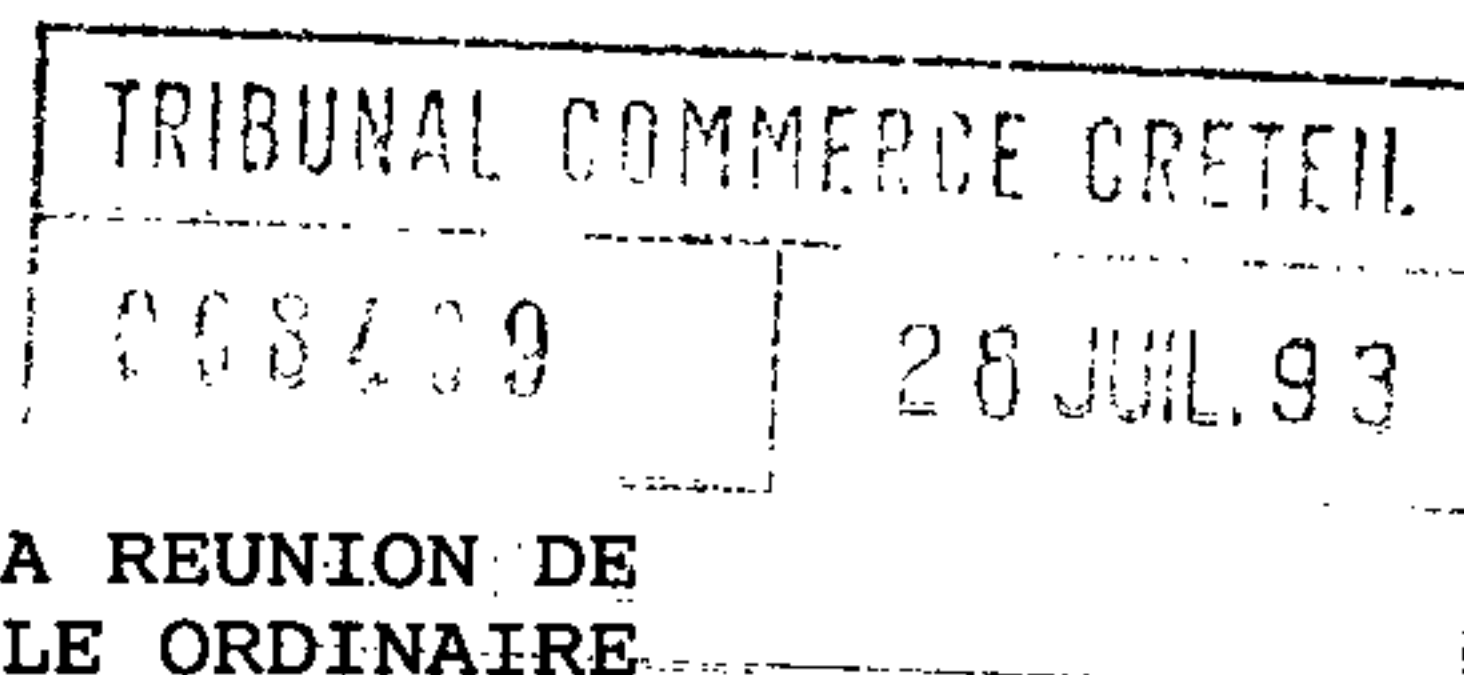


296 1096

CABINET A.R.C
Société à Responsabilité Limitée
Au Capital de 50.000 F
Siège social : 6 rue Albert Einstein
94000 CRETEIL



PROCES VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 02/01/93

L'an Mille neuf cent quatre vingt treize

Le 02/01/93

Au siège social ,AU 6 rue Albert EINSTEIN 94000 CRETEIL

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée A.R.C ,au Capital social de 50.000 francs,divisé en 500 parts sociales de 100 francs chacune,se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire sur convocation de la Gérance .

SONT PRESENTS

Monsieur LE BOSSE Jean-Pierre
propriétaire de 168
parts sociales,ci

168 parts

Monsieur LE BOSSE Denis
propriétaire de 166
parts sociales,ci

166 parts

Monsieur KUSOSKY Stéphane
propriétaire de 166
parts sociales

166 parts

TOTAL

500 parts

Tous les associés étant présents ou représentés,l'Assemblée peut valablement délibérer et en conséquence,est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur LE BOSSE Jean-Pierre,préside la réunion en sa qualité de Gérant.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

sk

-Nomination d'un nouveau Gérant en remplacement du Gérant ,Monsieur LE BOSSE Jean-Pierre.

-Rémunération de la Gérance.

-Pouvoir en vue des formalités.

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres:

-Une copie de la lettre de convocation des associés.

-Le rapport de la Gérance.

Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du Décret du 23 Mars 1967,et qu'il énumère,ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au Siège social ,dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée sur sa demande ,lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du Rapport de la Gérance .

Enfin il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole,le Président met au voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour:

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés nomme en qualité de Gérant,en remplacement de Monsieur LE BOSSE Jean-Pierre qui désormais n'aura plus la signature des comptes bancaires :

Monsieur Denis LE BOSSE

demeurant,2 Allée de la Toison d'Or 94000 Crèteil.

qui accepte ,pour une durée de 99 ans à compter du 02/01/93.

Monsieur LE BOSSE Denis est tenu de consacrer tout le temps nécessaire ,aux affaires sociales.

Monsieur LE BOSSE Denis a,conformément à l'article 12 des statuts,les pouvoirs les plus étendus,pour représenter la Société dans ses rapports avec les tiers et notamment pour contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

Toutefois les emprunts,à l'exception des crédits en banque et des prêts et dépôts consentis par les associés,les achats,échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles ,les hypothèques et nantissements,la fondation de

sk

sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ainsi que toutes prises d'intérêts dans ces sociétés ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés, aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les associés, entre eux, puisse être opposée aux tiers.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide que Monsieur LE BOSSE Denis percevra une rémunération fixe mensuelle de 15.000 francs, et ce sur 12 mois, à compter du 02/01/93.

En outre, il pourra prétendre, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais exposés dans le cadre de l'accomplissement de son mandat.

Cette résolution est adoptée.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 16 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par tous les associés présents ou par leurs mandataires, après lecture.

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized name, possibly 'Le Bosse', with a long horizontal stroke extending to the right.

STATUTS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Jean-Pierre LE BOSSE , né le 24 Mars 1946 à LA
CHAPELLE VIEL (61), Cadre, demeurant 14, Place de la Halle
61300 L'AIGLE.

Monsieur Stéphane KUSOSKI, né le 28/09/64 à
AJACCIO(20), demeurant Résidence TERRA ROSA , Route des
Sanguinaires 20000 AJACCIO.

Monsieur Denis LE BOSSE, né le 3 Septembre 1963 à L'AIGLE (61),
VRP, demeurant 2 Allée de la Toison d'Or 94000 CRETEIL.

Il a été établi , ainsi qu'il suit, les statuts de la Société à
Responsabilité Limitée devant exister entre eux.

JPL DCB

ARTICLE 1 -FORME

Il est formé entre les soussignés une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par les présents statuts et les lois en vigueur.

ARTICLE 2 -OBJET

La Société a pour objet :

Etude, réalisation, promotion, conseil en matière de recouvrement de créances sous toutes ces formes, toutes opérations d'assistance en recouvrement de créances, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes .

La participation de la Société à toutes entreprises ou Sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises et Sociétés dont l'objet serait de nature à favoriser le développement du patrimoine social et ce, par tous moyens notamment par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou Sociétés en participation ou GIE.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale sera A.R.C- SOCIETE DE JURISTES
CONSEILS ASSISTANCE- RECOUVREMENT- CONSEIL.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres documents imprimés ou autographiés, émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :
6 RUE ALBERT EINSTEIN . 94000 CRETEIL.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en vertu d'une décision extraordinaire des Associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La société est constituée pour une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES (99) à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce , sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus.

JAL D C B

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.(Modification ci dessous)

Le premier exercice commencera le 10 Avril 1989 et comprendra toutes les opérations effectuées dans la Société ou pour son compte depuis cette date jusqu'au 31 Decembre 1989.

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

Il est dressé, en outre, à la fin de chaque exercice social, par les soins de la gérance, un inventaire général de l'actif et du passif de la société, un bilan résumant l'inventaire, un compte d'exploitation et un compte de pertes et profits. L'exercice commencé le 01/01/1991 s'achèvera le 30/06/1992. Les exercices futurs courent du 01/07 au 30/06 de chaque année

ARTICLE 7- APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

Jean-Pierre LE BOSSE

la somme de..... 16.800 F

Stéphane KUSOSKI

la somme de16.600 F

Denis LE BOSSE

la somme de16.600 F

SOIT LA SOMME TOTALE DE CINQUANTE MILLE FRANCS.

Laquelle somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 F) a été déposée par les associés , conformément à la Loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque: CREDIT AGRICOLE CHILLY MAZARIN

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE FRANCS est divisé en CINQ CENTS PARTS SOCIALES DE CENT FRANCS nominal, chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports à savoir :

Jean-Pierre LE BOSSE

à concurrence de 168 parts ,
numérotées de 1 à 168..... 168

Stéphane KUSOSKY

à concurrence de 166 parts,
numérotées de 169 à 334.....166

Denis LE BOSSE

à concurrence de 166 parts

JPL DLB

ARTICLE 9 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS

La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées par les associés dans les statuts ou par décision collective des associés avec ou sans limitation de durée.

Monsieur Denis LE BOSSE , demeurant 2 Allée de la Toison d'OR 94000 CRETEIL est nommé gérant de la Société pour une durée non limitée et l'accepte.

Conformément à la loi, le gérant unique, ou les gérants agissant ensemble ou séparément s'ils sont plusieurs, jouissent vis à vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés statuant par décision collective dans les conditions énoncées ci-après.

Toutefois, dans les rapports de la gérance avec la société et à titre de règlement intérieur, sans que la limitation de pouvoir ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux , il est expressément convenu que tout achat , vente ou échange d'immeubles ou de fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant à la société , la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés et s'ils emportent directement ou indirectement, modification de l'objet social par une décision collective extraordinaire.

Chacun d'eux peut sous sa responsabilité personnelle conférer à tous tiers de son choix, une délégation de pouvoirs spéciale et temporaire.

Ils peuvent notamment, mais en agissant conjointement s'ils sont plusieurs , choisir un ou plusieurs directeurs parmi les associés ou en dehors d'eux , dont ils déterminent les attributions, le traitement, fixe ou proportionnel, ainsi que les conditions de nomination ou de révocation.

Les gérants sont soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que si les critères définis à l'article 27-II ci-après sont remplis , des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles 340-3 de la loi du 24 Juillet 1966.

La gérance est tenue en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou à son défaut , des délégués du personnel définies notamment par l'article 230-3 de la loi précitée.

ARTICLE 10 - DUREE DES FONCTIONS DES GERANTS

JPL DCB

Les fonctions des gérants ont une durée fixée par la décision collective de nomination.

Elles cessent par leur décès, leur interdiction, leur déconfiture ou faillite , leur démission ou leur révocation . Le gérant dont les fonctions ont cessé est remplacé dans le mois qui suit cette cessation par une Assemblée Ordinaire des associés.

Les gérants ne sont révocables pour cause légitime que par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social ou par le Tribunal à la demande de tout associé. Ils peuvent à toute époque se démettre de leurs fonctions pourvu que ce ne soit pas à contre-temps.

ARTICLE 11 - REMUNERATION DES GERANTS

Le gérant a droit , en rémunération de ses fonctions de direction, à un traitement porté en frais généraux, indépendamment de ses frais de déplacement et de représentation, remboursés sur état ou forfaitairement.

Le montant de ce traitement (fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel) est fixé par les associés en Assemblée Ordinaire.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, conformément aux dispositions légales en vigueur, envers la société et les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LE GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE.

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés, font l'objet d'un rapport présenté à l'assemblée par le gérant , ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n° 67-236 du 23 Mars 1967.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter, individuellement ou solidairement selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Le gérant doit aviser le Commissaire aux comptes, s'il en existe un , des conventions visées ci-dessus dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours de l'exercice , le

JPL D C B

Commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les dispositions ci-dessus s'étendent aux conventions passées entre une société dont un associé indéfiniment responsable , gérant, administrateur, directeur général , membre du directoire ou du conseil de surveillance , est simultanément gérant ou associé de la présente société .

Il est interdit aux gérants et aux associés, ainsi qu'à leurs conjoints , ascendants ou descendants et toute personne interposée, de contracter , sous quelques formes que ce soit, des emprunts auprès de la société , de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 14 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts nouvelles en représentation d'apports en nature ou en numéraire , ou par conversion en parts de bénéfices ou de réserves , en vertu d'une décision des associés prise par les associés représentant au moins trois quarts du capital.

L'augmentation de capital pourra comprendre la création de parts avec primes ; dans ce cas, la décision des associés prise ainsi qu'il vient d'être dit, fixe le montant de la prime, son attribution ou affectation.

Si certains associés n'ont pas souscrit les parts auxquelles ils avaient droit, les parts ainsi rendues disponibles seront attribuées aux associés qui auront souscrit un nombre de parts supérieur à celui auquel ils avaient droit à titre préférentiel proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

Ces droits de préférence à titre irréductible ou réductible auxquels il pourra être renoncé en tout ou partie par une décision extraordinaire de la collectivité des associés seront exercées dans les formes et délais déterminés par la gérance. Dans tous les cas, aucune souscription publique ne pourra être ouverte et les parts créées en conséquence de l'augmentation de capital ne pourront être attribuées qu'aux associés ou à des personnes agréées par eux, aux conditions fixées ci-après pour les cessions de parts sociales .

Le capital social pourra être réduit, pour quelque cause ou de quelque manière que ce soit , en vertu d'une décision extraordinaire des associés, dans les conditions prévues à l'article 63 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Les droits de chaque associé dans la société résultent du présent acte, des actes modificatifs ultérieurs et de cessions régulièrement consenties , sans qu'il y ait lieu à la délivrance d'aucun titre . Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent.

Chaque part donne droit dans l'actif social à un droit de copropriété proportionnel au montant de ladite part et à un droit dans les bénéfices sociaux attribués aux parts , ainsi qu'il sera dit aux articles 24 et 27 ci-après.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des associés.

Pendant la durée de la société et après sa dissolution jusqu'à sa complète liquidation, les associés, leurs héritiers, créanciers représentants ou ayants droit, lors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou autres incapables, non plus que les tuteurs administrateurs ou curateurs de ceux-ci ou le conjoint d'un associé, ne pourront sous quelque prétexte que ce soit , requérir l'apposition des scellés sur les biens, papier et valeurs de la société.

Ils ne pourront pas non plus faire procéder à aucun inventaire judiciaire , ni provoquer la licitation de l'actif social et devront toujours, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés ou des liquidateurs.

ARTICLE 16 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

A/- Les cessions des parts sociales doivent être effectuées dans les conditions fixées par les articles 44 et 45 de la loi du 24 Juillet 1966 .

Les parts ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'après autorisation de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des autres associés, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est présumé acquis .

Si la société a refusé de consentir à la cession , les associés sont tenus , dans le délai de trois mois à compter de ce refus d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1868 , alinéa 5 du Code Civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé, une

JPL D.B

seule fois par décision de justice , , sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également , avec le consentement de l'associé cédant , décider , dans le même délai , de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. En ce cas, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut , sur justification, être accordé à la société , par décision de justice . Les sommes dues portent intérêts au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions prévues précédemment n'est intervenue , l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, à moins qu'il n'est acquis ses parts depuis moins de deux ans , autrement que par succession , liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou descendant.

En cas de décès d'un associé , la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et, éventuellement son conjoint ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants.

Lesdits héritiers , ayants-droit et conjoint, pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité d'héritaire par la production d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire.

B/- En cas de liquidation, par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, chacun des conjoints ou ex-conjoints exerce les droits que lui confère la loi sur les parts communes qui lui sont attribuées dans la liquidation de communauté sans que ces attributions soient soumis à l'agrément des co-associés.

C/- Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au paragraphe A ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties, selon les dispositions de l'article 2078 , alinéa premier du Code Civil ; à moins que la société ne préfère après la cession , racheter sans délai les parts , en vue de réduire son capital.

ARTICLE 17- INDIVISIBILITE DES PARTS

les parts sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque part.

Les co-propriétaires indivis d'une part ou les héritiers ou ayants-cause d'un associé décédé sont tenus de faire exercer leurs droits dans la société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux ou à défaut par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social à la requête de la partie la plus diligente.

JPL

DLB

L'usufruitier représente valablement les parts dans les assemblées générales ordinaires et le nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

ARTICLE 18 -DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

DECISIONS ORDINAIRES

Les décisions ordinaires ont notamment pour objet d'approuver d'arrêter les comptes, de décider toute affectation ou répartition des bénéfices, de nommer ou de révoquer les gérants, de donner à la gérance les autorisations nécessaires pour accomplir les actes excédant les pouvoirs qui lui sont donnés par l'article 3 ci-dessus , de statuer sur les conventions entre un gérant ou un associé et la société ,de nommer s'il y a lieu un commissaire aux comptes ou le relever de ses fonctions , et d'une manière générale , de se prononcer sur toutes les questions qui n'apportent pas de modification aux statuts ou agrément de cessions de parts à des personnes étrangères à la société .

Les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation , les associés seront consultés une seconde fois et les décisions seront prises à la majorité des votes émis.Ces décisions ne peuvent porter que sur des questions ayant fait l'objet de la première consultation .Toutefois, les questions relatives à la nomination et la révocation du gérant doivent être prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. , sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

JPL

DLB

DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Les associés peuvent à tout moment , moyennant des décisions extraordinaires , modifier les statuts dans leurs dispositions , ces décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par les associés représentant plus des trois quarts du capital social.

Les associés peuvent notamment décider , sans que l'énumération ci-après revête un caractère limitatif :

La transformation de la société en société anonyme , conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 69 de la Loi du 24 Juillet 1966.

- . La modification de l'objet social,
- . La réduction de la durée de la société ou sa prorogation,
- . La modification de la dénomination social
- . Le transfert du siège social,
- . L'augmentation ou la réduction du capital social ,
- . La fusion de la société avec une autre société ,
- . La modification du nombre, de la durée des fonctions et des pouvoirs des gérants,
- . La modification de la durée de l'exercice social, de la répartition et de l'affectation des bénéfices sociaux,
- . La dissolution anticipée de la société
- . La modification du mode de liquidation
- . L'agrément des cessions de parts à des tiers , autres que le conjoint, les ascendants et descendants, doit être donné par la majorité des des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

ARTICLE 19 - EPOQUES DES CONSULTATIONS

Les associés doivent prendre une décision collective au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture d'un exercice social , pour approuver les comptes de cet exercice.

Ils peuvent en outre prendre d'autres décisions collectives à toutes époques de l'année.

ARTICLE 20 - MODE DE CONSULTATIONS

Les décisions collectives sont prises en Assemblée à la demande des gérants ou de l'un d'eux, ou du Commissaire au Comptes, s'il en existe un.

Elles peuvent encore être prises à la demande d'un ou plusieurs associés, représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié du capital à défaut par les gérants de consulter les associés huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée

JM

DUB

Tout associé peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'Assemblée et de fixer son ordre du jour.

Le texte des résolutions proposées , le rapport des gérants et, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes , ainsi que l'indication du lieu , de la date et de l'heure de la réunion, sont adressés par la gérance ou par les associés procédant à la consultation , au dernier domicile connu de chaque associé par lettre recommandée avec accusé de réception , quinze jours au moins avant la réunion .

Cet envoi est complété par tous renseignements et applications utiles , et notamment s'il s'agit d'approuver les comptes d'un exercice, par le bilan , le compte d'exploitation générale et le compte de pertes et profits.

La gérance est tenue de faire figurer parmi les résolutions celles proposées avant l'envoi des lettres par un ou plusieurs associés représentant le quart au moins du capital social.

ARTICLE 21 - VOTE

Tout associé peut participer aux décisions collectives ordinaires ou extra -ordinaires , quel que soit le nombre de parts lui appartenant .

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il représente , sans limitation.

Le droit de vote peut être exercé par un mandataire choisi parmi les associés ou par son propre conjoint , ou toute autre personne munie d'un pouvoir régulier.

Les représentants légaux des associés juridiquement incapables peuvent participer au vote , même s'ils ne sont pas eux-même associés.

ARTICLE 22 - PROCES VERBAUX ET EFFETS DE DECISIONS

Les décisions collectives sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par le gérant et, le cas échéant , par le président de séance.

Le procès -verbal indique la date et le lieu de la réunion , les noms, prénoms et qualités du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun , les documents et rapports soumis à l'assemblée , un résumé des débats , le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de Commerce , soit par un juge du Tribunal d'Instance , soit par le Maire de la commune ou un adjoint au Maire , dans la forme ordinaire et sans frais.

JPL D: B

Toutefois, les Procès verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles et numérotées, sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Les copies ou extraits des décisions à produire en justice ou ailleurs sont signées par l'un des gérants.

Après dissolution de la société et pendant la période de liquidation, ces copies ou extraits sont signés par le ou l'un des liquidateurs.

Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 23 - NOMINATION EVENTUELLE D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent, au cours de la vie sociale, nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes qui seront désignés et qui exerceront leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

La nomination d'un commissaire aux comptes peut également être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé par un ou plusieurs associés représentant au moins le cinquième du capital social.

La nomination d'un commissaire aux comptes deviendra obligatoire conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi du 24 Juillet 1966 et du décret du 23 Mars 1967, modifié par le décret du 1er Mars 1985.

ARTICLE 24 - REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif social, de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels et de l'intérêt des sommes avancées en comptes courant constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets de l'exercice diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé:

- . 5% (cinq pour cent) au moins pour constituer la réserve légale jusqu'à ce qu'elle ait atteint 10% (dix pour cent) du capital social,

- . Toutes sommes à porter en réserves, en application de la loi ou des statuts,

- . Les sommes nécessaires pour constituer toutes réserves jugées utiles par les associés.

Le solde disponible est, selon la décision des associés, reporté à nouveau ou réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

JPC P L B

ARTICLE 25 - DEPOT DE FONDS PAR LES ASSOCIES

Chaque associé peut , du consentement de la gérance, verser dans la caisse sociale les fonds dont la société a besoin . Les conditions d'intérêt et de retrait de ces avances sont déterminées d'accord entre les associés prêteurs et la gérance.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue de consulter les associés, dans les quatre mois de l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte , à l'effet de statuer, par une décision extraordinaire, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts , la société est tenue , au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue , de réduire son capital d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si , dans ce délai , l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social .La réduction de capital ne peut avoir pour effet , de réduire le capital à une valeur inférieure au minimum légal, tel qu'il est fixé par l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée, dans les conditions prévues par l'article 50 du décret N 67-236 du 23 Mars 1967.

A défaut par les gérants ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution anticipée de la société peut aussi être prononcée par une décision extraordinaire des associés prise sur la proposition de la gérance en dehors du cas de perte de la moitié du capital social .Elle peut être également prononcée par le Tribunal de Commerce à la demande de tout intéressé:

. Dans le cas de réunion de toutes les parts sociales dans la même main , si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an,

. Dans le cas de réduction du capital au dessous du minimum légal, dans les conditions fixées par l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966.

Si la société n'est point dissoute par le décès , l'interdiction , la faillite ou la déconfiture d'un associé.

JPL D L B

ARTICLE 27 - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, les associés, par une décision ordinaire, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils détermineront les pouvoirs .

Cette nomination met fin aux pouvoirs des gérants qui remettent leurs comptes aux liquidateurs avec toutes justifications utiles.

La mention "Société en liquidation " ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers .

La collectivité des associés conserve pendant la liquidation les même attributions qu'au cours de la vie sociale ; elle a notamment le pouvoir , par des décisions ordinaires , de révoquer les liquidateurs et de leur donner quitus et, par des décisions extraordinaires , de modifier les statuts dans la mesure où les modifications sont nécessaires pour les besoins de la liquidation .

Elle est consultée par le ou les liquidateurs suivant le mode et dans les conditions fixées sous les articles 19 et 20 des présents statuts ; toutefois si les associés sont réunis en assemblée générale, cette assemblée générale sera présidée par le liquidateur unique ou par le plus âgé des liquidateurs .

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser l'actif social , en bloc ou en détail, même à l'amiable et d'acquitter le passif, sous réserve des dispositions des articles 394 à 396 de la loi du 24 Juillet 1966.

Ils peuvent en outre , en vertu d'une décision extraordinaire des associés, faire l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une autre société à responsabilité limitée ou à une autre société par actions et accepter en représentation de cet apport la remise de parts sociales ou d'actions entièrement libérées.

Le produit net de liquidation, après extinction du passif et des charges sociales , est employé à rembourser aux associés le montant nominal non amorti de leurs parts sociales , le surplus est réparti entre les associés gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées dans la même proportion , sans qu'un associé puisse être tenu d'effectuer aucun versement au-delà de son apport en société ,sauf application de l'article 54 de la loi du 24 Juillet 1966.

JPL D C B

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

De convention expresse , les associés entendent abandonner, dans un intérêt collectif, les droits et actions individuels leur appartenant en vertu de la loi, tous les associés s'interdisent de porter devant les tribunaux toutes contestations concernant la société, pouvant exister entre la société et les associés ou les associés entre eux ou encore les gérants.

En conséquence, toutes actions en responsabilité ,interprétation des statuts, discussion du bilan , et d'une manière générale toutes actions concernant la société , sa constitution, sa transformation, sa dissolution, l'intérêt privé et l'intérêt collectif des associés , devront être portées devant un tribunal arbitral composé de deux arbitres , désignés , l'un par le demandeur et l'autre par le défendeur.

Le demandeur désignera son arbitre dans la lettre recommandée avec accusé de réception adressée par lui au défendeur et contenant le texte de la demande à soumettre au tribunal arbitral.

Faute par le défendeur de désigner de même son arbitre dans la huitaine , le demandeur aura la faculté de présenter requête au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social , aux fins de désignation d'arbitre .

La sentence arbitrale devra être rendue dans le délai de deux mois à dater du jour ou les arbitres auront reçu le dossiers complet du ou des demandeurs , avec indications précises et définitives des questions à trancher .

Les arbitres sont dispensés de toutes formalités judiciaires .Ils agissent en qualité d'amiables compositeurs .Leur décision sera rendue en dernier ressort et à la majorité .

Les arbitres fixeront le montant des frais et honoraires d'arbitrage et désigneront les parties auxquelles le règlement incombera.

En cas de désaccord entre les deux arbitres ,ceux-ci désigneront un tiers arbitre chargé de les départager.A défaut d'entente sur le choix de ce tiers arbitre , ils devront demander, dans la quinzaine ,au Président du Tribunal de Commerce du siège social , la nomination d'un tiers arbitre qui devra statuer dans le mois de sa nomination .

Tout associé reconnaît, dès maintenant, la nullité de toutes instances introduites au mépris de la présente clause devant les tribunaux.

ARTICLE 29- REPRISE DES ACTES ANTERIEURS .MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS AU NOM DE LA SOCIETE.

Les soussignés autorisent Monsieur Bernard STRUCL à contracter les engagements suivants au nom de la société :

JAL DCB

Faire toutes opérations entrant dans le cadre de l'objet social, payer tous fournisseurs, recevoir toutes sommes de clients, faire tous achats, engager le personnel nécessaire pour le bon fonctionnement de la société, payer les rémunérations ; ces engagements devant être pris dans les conditions nécessaires pour l'exploitation du fonds.

Acquérir et signer tous baux, toute cession de fonds de commerce, acquitter tous droits d'enregistrement, faire toutes déclarations et prendre tous engagements au nom de la société.

Ouvrir tout compte bancaire ou postal, faire toute démarche en vue de l'obtention de crédits, de prêts ou de découverts bancaires dans les limites fixées à l'article 19 des statuts.

L'immatriculation de la société au Régistre du Commerce et des Sociétés emportera reprise de ces engagements par ladite société, conformément aux dispositions de l'article 26 du Décret du 23 Mars 1967.

ARTICLE 30 - PUBLICATION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie des présentes, pour faire tous dépôts et formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 31 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la société seront portés au compte des frais de premier établissement et amortis avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 32- ELECTION DE DOMICILE

Les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

FAIT à CRETEIL, le 06/06. 1993

Le

Copie certifiée conforme
à l'original.



DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

" A.R.C"

Société à Responsabilité Limitée
au Capital de 50 000 F

Elisant siège social : 6 Rue Albert EINSTEIN - 94000 CRETEIL

- Le soussigné : Monsieur LE BOSSE Denis

- agissant en qualité de Gérant de la Société à Responsabilité limitée A.R.C,

- Fait les déclarations suivantes , en application de l'article 6 de la Loi du 24 Juillet 1966 , à l'appui de la demande d'inscription modificative au Registre du Commerce et des Sociétés concernant le changement de Gérant de la Société A.R.C.

- 1- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 02/01/93, la collectivité des associés a décidé de procéder au changement de Gérant du Cabinet A.R.C.

Le nouveau Gérant est : Monsieur LE BOSSE Denis.
Il remplace Monsieur LE BOSSE Jean-Pierre.

- L'insertion légale contenant avis de changement de Gérant a été publiée le 24/06/93 , dans LES AFFICHES PARISIENNES.

Ces faits exposés, le soussigné affirme , sous sa responsabilité et les peines édictées par la Loi, que le Changement de Gérant de la Société à Responsabilité Limitée " A.R.C", a été réalisée en conformité de la Loi et des Règlements.

A l'appui de la présente déclaration rédigée en deux exemplaires , le soussigné dépose au Greffe du Tribunal de Commerce de CRETEIL, deux copies certifiées conformes du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 02/01/93 .

Fait en deux originaux
A CRETEIL

Le 22 Juillet 1993

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Denis Le Bosse, the signatory of the declaration.